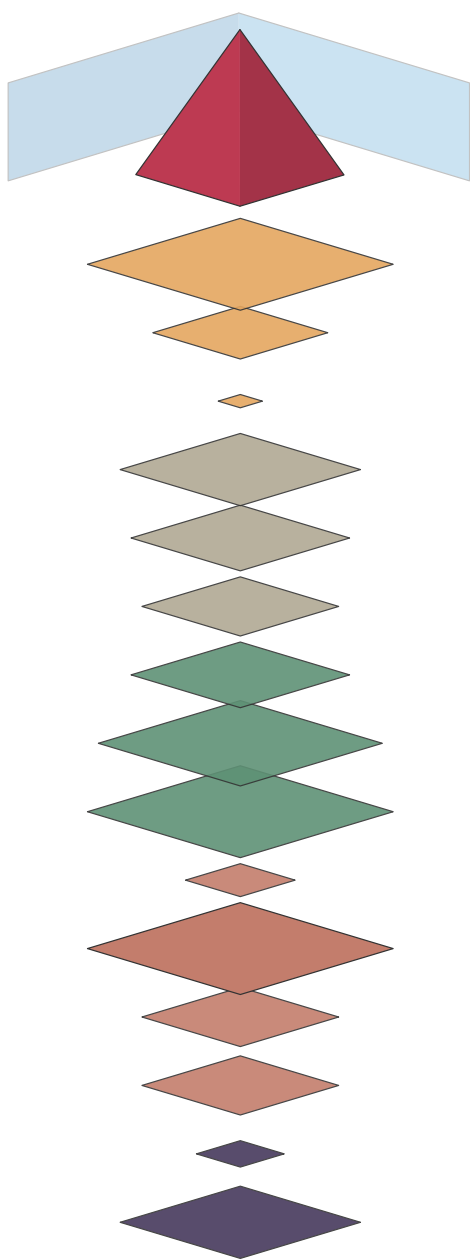




GUINÉE



4,58

SCORE DE CRIMINALITÉ

122^e sur 193 pays

38^e sur 54 pays africains

13^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS

4,77

TRAITE DES PERSONNES **7,00**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **4,00**

RACKET D'EXTORSION ET
CHANTAGE À LA PROTECTION **1,00**

TRAFIC D'ARMES **5,50**

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON **5,00**

COMMERCE ILLICITE DE BIENS
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE **4,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **5,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **6,50**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES
NON RENOUVELABLES **7,00**

COMMERCE D'HÉROÏNE **2,50**

COMMERCE DE COCAÏNE **7,00**

COMMERCE DE CANNABIS **4,50**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **4,50**

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE **2,00**

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE **5,50**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

4,40

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **1,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **6,00**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **7,50**

ACTEURS ÉTRANGERS **6,50**

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ **1,00**



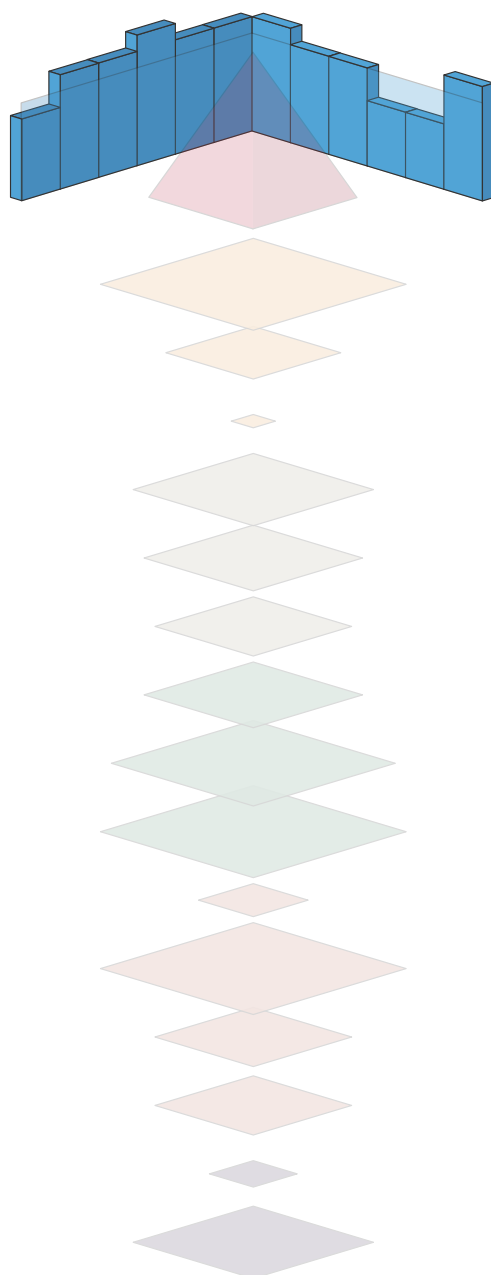
3,13

SCORE DE RÉSILIENCE





GUINÉE



3,13

SCORE DE RÉSILIENCE

166^e sur 193 pays

39^e sur 54 pays africains

13^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

| | |
|--|------|
| LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE | 2,50 |
| TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS | 3,50 |
| COOPÉRATION INTERNATIONALE | 3,50 |
| POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES | 4,00 |
| SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION | 3,50 |
| FORCES DE L'ORDRE | 3,50 |
| INTÉGRITÉ TERRITORIALE | 3,50 |
| LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT | 3,00 |
| CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE | 3,00 |
| SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS | 2,00 |
| PREVENCIÓN | 2,00 |
| ACTEURS NON ÉTATIQUES | 3,50 |



4,58

SCORE DE CRIMINALITÉ



MARCHÉS CRIMINELS

4,77



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

4,40



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La Guinée est un pays d'origine, de transit et de destination pour la traite des personnes, en particulier pour les femmes et les enfants qui sont vulnérables au travail forcé et à la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Les filles sont souvent envoyées par leurs parents à des intermédiaires qui les soumettent à la servitude domestique et à l'exploitation sexuelle, notamment dans les motels et les restaurants de Conakry. Le travail forcé est très répandu dans les secteurs minier et agricole de la Guinée, où les garçons sont exploités dans des secteurs tels que la mendicité, le commerce ambulancier, l'exploitation minière et le travail sur les plantations. Les trafiquants trompent parfois les parents en promettant une éducation pour leurs enfants, mais au lieu de cela, ils les forcent à mendier dans des écoles coraniques au Sénégal, en Mauritanie et en Guinée-Bissau. Les femmes et les filles guinéennes sont également victimes de la servitude domestique et de la traite à des fins d'exploitation sexuelle en Afrique de l'Ouest, en Europe, au Moyen-Orient et aux États-Unis. Les conséquences socio-économiques de la pandémie de COVID-19 ont aggravé le problème, rendant les individus plus vulnérables à l'exploitation.

La situation géographique de la Guinée, ses frontières poreuses, ses infrastructures sous-développées et ses crises sociopolitiques récurrentes contribuent à en faire un pays d'origine et de transit pour la migration irrégulière. Bien que l'appartenance du pays à la zone de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) permette la liberté de mouvement à travers les frontières immédiates, les passeurs des pays d'Afrique du Nord recrutent des jeunes sans emploi de Mauritanie, du Sénégal, de Gambie, de Guinée, de Côte d'Ivoire et du Ghana pour agir en tant que recruteurs dans leurs communautés locales. Étant donné que la Guinée ne dispose pas d'un service d'état civil numérique pleinement opérationnel, de faux documents sont souvent fournis pour le passage des frontières. En outre, certaines personnes arrivant en Europe utilisent de faux mandats d'arrêt pour étayer leurs demandes d'asile fondées sur la persécution ou la discrimination. Aucun rapport n'indique la présence d'extorsion et de racket dans le pays, à l'exception d'incidents sporadiques et historiques.

COMMERCE

Le trafic d'armes et le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre en Guinée sont motivés par des facteurs tels que l'insécurité, la corruption et le risque de conflit. La forte disponibilité des armes est alimentée par le commerce

illégal et la production locale, la production artisanale répondant à la demande des chasseurs à différents niveaux. Les trafiquants d'armes exploitent le littoral guinéen pour passer des armes en contrebande vers les pays frontaliers, tandis que les conflits dans les pays voisins contribuent à la prolifération des armes légères et de petit calibre en Guinée. Les types d'armes les plus courants que possèdent les civils sont les armes à feu artisanales, les armes de chasse et les armes automatiques. Des initiatives prises par des organisations régionales et internationales tentent de lutter contre la prolifération des armes illicites en Guinée, mais le phénomène reste problématique.

En ce qui concerne les produits de contrefaçon, la Guinée est une plaque tournante pour l'importation et de la redistribution de produits médicaux falsifiés, qui sont ensuite transportés illégalement vers les pays voisins. La plupart de ces médicaments proviennent de Chine et d'Inde et entrent dans le pays par voie maritime. Le pays a connu des milliers de décès soupçonnés d'être causés par des médicaments falsifiés et de qualité inférieure, ce qui a incité les autorités à retirer à la plupart des entreprises l'autorisation d'importer et de distribuer des produits pharmaceutiques. En outre, certains tissus vendus en Guinée, tels que le Lépi, le Kendeli, la Forêt sacrée et le Bakha, sont des produits contrefaits en provenance d'Asie, souvent vendus à des prix beaucoup plus bas. En ce qui concerne le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, le port de la capitale, Conakry, sert de plaque tournante majeure. Les cigarettes illicites provenant du port de Guinée sont chargées dans des convois protégés par des gardes armés et transportées vers l'est jusqu'au Soudan et à travers la région du Sahel.

ENVIRONNEMENT

Connue comme l'un des points chauds de la biodiversité mondiale, la Guinée est confrontée à une perte importante de son couvert végétal et à la déforestation. Au cours des deux dernières décennies, le pays a perdu près d'un quart de son couvert forestier, ce qui suscite des inquiétudes quant à des activités illégales non déclarées, telles que l'exploitation forestière illégale. L'augmentation de la déforestation et la présence d'un trafic de bois de rose en Guinée-Bissau pointent la possibilité que des trafiquants s'attaquent au bois de rose de Guinée, potentiellement en lien avec les mêmes réseaux opérant dans ce pays. Divers facteurs contribuent à cette menace, notamment la pauvreté, le changement climatique, les migrations humaines, l'urbanisation, l'instabilité politique, les frontières non protégées, les politiques obsolètes et le manque de planification de la conservation régionale et de sensibilisation à la valeur des forêts. En 2022, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore

sauvages menacées d'extinction (CITES) a suspendu le commerce du bois de rose d'Afrique de l'Ouest originaire des 16 pays où il pousse, dont la Guinée, afin de protéger cette espèce menacée. Toutefois, on craint que l'exportation légale d'un stock ancien de bois de rose ne soit exploitée par les trafiquants pour faire passer en contrebande du bois de rose fraîchement abattu mélangé au stock.

La biodiversité en Guinée est gravement menacée par le trafic d'espèces sauvages et la déforestation à grande échelle. Les violations comprennent la délivrance frauduleuse de permis CITES et l'exportation illégale d'espèces menacées telles que les chimpanzés et les lamantins. Les marchés locaux sont inondés de viande de brousse, notamment de singes, de pangolins et de tortues. La Guinée est également un itinéraire potentiel pour le trafic d'oiseaux tropicaux entre l'Amérique latine et l'Afrique de l'Ouest. Dans le passé, la Guinée a connu un commerce important d'espèces inscrites à la CITES, telles que le cuir de reptile, les oiseaux vivants, les reptiles, les singes et les hippocampes, jusqu'à ce que des sanctions soient imposées à la suite de préoccupations concernant des permis non valides facilitant le commerce illégal. Le paysage de Zياما-Wonegizi-Wologizi, un paysage forestier transfrontalier partagé par le Libéria et la Guinée, est un habitat important pour les chimpanzés occidentaux en danger critique d'extinction et les éléphants d'Afrique vulnérables. Le braconnage et les conflits entre l'homme et les espèces sauvages entraînent une dégradation de l'habitat de ces espèces menacées d'extinction.

Deuxième producteur mondial de bauxite, la Guinée possède de vastes réserves de ressources non renouvelables. Cependant, les sociétés minières ont souvent ignoré les contrats et se sont livrées à des pratiques illicites pour leur profit personnel. Le marché guinéen de l'or et du diamant, bien que plus petit que celui des pays voisins, sert de source et de destination pour le trafic d'or illicite impliquant les élites locales et les mineurs artisanaux qui travaillent dans des conditions dangereuses. Les problèmes du secteur sont notamment la porosité des frontières, le manque de formalisation et la corruption. En outre, le secteur industriel du minerai de fer a été confronté à des défis importants, notamment des vols significatifs de ressources. Parmi les incidents récents, on peut citer l'exploration illégale de gisements d'or dans un parc national.

DROGUES

La Guinée joue un rôle mineur en tant que pays de transit pour le trafic d'héroïne vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Cependant, la géographie de la Guinée, la faiblesse des forces de l'ordre, la corruption et les liens entre les hauts gradés de l'armée et les trafiquants de drogue, qui bénéficient de la protection de hauts fonctionnaires, créent un sanctuaire pour les trafiquants de drogue et les cartels. Située sur l'un des principaux itinéraires de trafic entre l'Amérique latine et l'Europe, la Guinée est une plaque tournante majeure du trafic de cocaïne en Afrique

de l'Ouest. La majorité de la cocaïne entre en Guinée par voie maritime, à la fois par le port et le littoral poreux, bien qu'un plus petit volume soit acheminé par voie aérienne. Dans les deux cas, la majorité de la cocaïne qui atteint la Guinée est exportée du Brésil. La Guinée est également utilisée pour transporter du cannabis, souvent par le biais d'un commerce transfrontalier avec la Guinée-Bissau ou d'un transport maritime depuis la Sierra Leone. La marijuana est surtout consommée par les jeunes.

Le commerce de drogues de synthèse est omniprésent, avec la présence signalée de laboratoires de production locaux, bien que ces rapports restent non vérifiés. L'abus de médicaments sur ordonnance, en particulier d'opioïdes de synthèse tels que le Tramadol, est un problème majeur en Guinée et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Le trafic de Tramadol contribuerait au financement des conflits dans la région. En 2022, une nouvelle drogue appelée kush, soupçonnée d'être un cannabinoïde de synthèse, a été introduite en Guinée depuis la Sierra Leone, entraînant plusieurs décès parmi les jeunes attribués à sa consommation.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante sous forme de piratage, de ransomware ou de fraude à la cryptomonnaie se limite à des rapports anecdotiques de tels crimes signalés par le passé.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Des figures politiques de haut niveau de tous horizons et des fonctionnaires de diverses branches de l'État ont été impliqués dans des délits financiers. Les affaires de fraude, de détournement de fonds, de malversations de fonds publics et de corruption reflètent un problème largement répandu en Guinée. En août 2022, la Guinée a annoncé la poursuite d'un ancien premier ministre pour le détournement présumé de fonds publics, qui étaient destinés à des programmes économiques, politiques et sociaux, y compris d'aide face au COVID-19.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

En Guinée, le trafic de drogue a infiltré les institutions de l'État, forgeant une alliance lucrative entre les hommes d'affaires locaux, les figures politiques, la police et les officiers de l'armée. On soupçonne que les retards dans la modification des politiques nationales de lutte contre les stupéfiants pourraient être attribués à l'influence des trafiquants de drogue au sein des institutions de l'État. La corruption et la complicité des agents gouvernementaux dans le soutien au commerce illicite de drogues constituent un obstacle important aux efforts internationaux et locaux de lutte contre les stupéfiants. Si des rapports font état de l'implication directe de fonctionnaires, en particulier d'élus, dans le trafic de drogue et le commerce minier

illicite, le problème plus général réside dans la protection généralisée accordée aux personnes impliquées dans ces commerces en raison de la corruption.

Il existe peu de preuves de la présence de groupes de type mafieux en Guinée. Cependant, le pays compte de nombreux réseaux criminels actifs qui opèrent dans les pays voisins et même au-delà du continent. Ces réseaux ont établi des liens avec les autorités de l'État et l'élite du pays. Des réseaux de traite des personnes ont été identifiés entre la Guinée, le Sénégal et la Sierra Leone, recrutant frauduleusement des femmes pour du travail à l'étranger. La porosité des frontières contribue à la liberté et à la résilience de ces réseaux criminels, offrant de nouvelles opportunités dans le contexte de la pandémie. Des acteurs étrangers sont également impliqués dans diverses activités criminelles en

Guinée. Les organisations latino-américaines de trafic de drogue ont établi des liens avec des personnes politiquement influentes, faisant du pays un acteur clé du commerce de drogue en Afrique de l'Ouest. Des ressortissants chinois participent à l'exploitation minière illégale et au trafic de bois, tandis que des Nord-Coréens sont soupçonnés de travail forcé dans les secteurs de l'exploitation minière, de la construction, de la pêche et de la santé. Les professionnels de la santé cubains travaillant en Guinée peuvent également être soumis au travail forcé par le gouvernement cubain. Le Hezbollah dispose d'un vaste réseau d'affaires en Guinée qui s'appuie sur la corruption pour échapper aux restrictions légales. Aucun rapport ne suggère l'implication d'acteurs du secteur privé dans les marchés criminels en Guinée.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

À la suite d'un coup d'État militaire en septembre 2021, la Guinée a connu un changement de son leadership politique. Le nouveau gouvernement dirigé par la junte, qui a justifié la prise de pouvoir comme un moyen de libérer le pays d'un régime corrompu, a pris des mesures pour lutter contre la corruption et les détournements de fonds. Cela s'est traduit par l'arrestation d'anciens fonctionnaires et par des mesures de répression contre l'industrie minière. Cette répression a toutefois été fortement politisée. La communauté internationale a condamné le coup d'État, qui a constitué un recul pour la démocratie en Afrique. Des sanctions ont été imposées sur les dirigeants militaires et des initiatives sont en cours pour rétablir la stabilité par la rédaction d'une nouvelle constitution, la mise en œuvre de mesures anti-corruption et la réforme du système électoral. Néanmoins, la volatilité politique actuelle et les difficultés économiques du pays, exacerbées par la pandémie, créent un environnement propice au développement des activités criminelles. La Guinée est confrontée à de nombreux obstacles en ce qui concerne la transparence et la responsabilité du gouvernement. La corruption et la mauvaise gestion fiscale sont des problèmes omniprésents. Par le passé, les fonctionnaires impliqués dans des activités illicites ne subissaient souvent que des conséquences minimales, ce qui donnait un sentiment d'impunité. Exploitant la pauvreté et la corruption, les trafiquants de drogue ont mis en place des réseaux criminels lucratifs qui impliquent des fonctionnaires, des militaires, des agents des forces de l'ordre et des chefs politiques et traditionnels. La CEDEAO a exprimé son insatisfaction face à l'incapacité des autorités dirigées par la junte à respecter le délai de six mois fixé pour l'organisation d'élections libres et équitables.

Depuis le coup d'État, la Guinée a connu quelques revers en termes de coopération internationale, notamment avec les États-Unis et la CEDEAO. Toutefois, le pays entretient des relations étroites avec la Chine, la Turquie, la France et la Corée du Nord. Si la Guinée a ratifié huit des dix traités internationaux relatifs à la criminalité organisée, elle doit encore ratifier deux protocoles essentiels de la convention de Palerme concernant le trafic d'êtres humains et la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu. Le cadre législatif guinéen ne comporte pas suffisamment de lois relatives à la criminalité organisée, qui ne sont pas alignées sur les normes internationales. La Guinée n'a pas encore élaboré de politique ou de stratégie nationale en matière de migration. Les infractions liées à la drogue sont traitées dans le code pénal, qui les considère comme des actes criminels passibles de sanctions sévères. Toutefois, la Guinée se montre réticente à modifier ses politiques nationales de lutte contre les stupéfiants, peut-être en raison de l'influence des trafiquants de drogue au sein des institutions de l'État.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire guinéen manque d'unités spécialisées dans la lutte contre la criminalité organisée. Bien que la justice soit théoriquement indépendante, des inquiétudes persistent quant à l'influence de l'argent et des pressions politiques sur les décisions judiciaires. Le système est miné par la corruption, le manque de transparence et le manque de personnel, avec une pénurie d'avocats et de magistrats qualifiés. Le droit des accusés à un avocat est souvent ignoré et les accusés indigents ne bénéficient pas d'une représentation légale financée par l'État. En décembre

2021, la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF), une juridiction pénale chargée d'examiner et de poursuivre les infractions économiques et financières, telles que le détournement et l'utilisation abusive de fonds publics, a été créée en Guinée. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer le système de lutte contre la corruption. Les personnes ayant des liens politiques échappent fréquemment aux poursuites, tandis que les contraintes budgétaires, le népotisme et les préjugés ethniques nuisent à l'efficacité du système judiciaire. Les rapports faisant état d'exécutions extrajudiciaires, de torture et de traitements inhumains dans les centres de détention sont alarmants. Les prisons civiles sont caractérisées par des conditions abusives, notamment de mauvaises conditions sanitaires, la malnutrition, des soins médicaux inadéquats et la surpopulation.

La corruption et la complicité des officiels constituent également des obstacles importants à l'application de la loi en Guinée, entravant les tentatives de lutte contre divers crimes. La corruption généralisée au sein des forces de l'ordre nuit à leur efficacité et favorise les rackets de protection. Les forces de sécurité, y compris la police et la gendarmerie, se livrent à des comportements répréhensibles tels que le non-respect des procédures légales et l'extorsion d'argent aux barrages routiers, dans les prisons et les centres de détention. En outre, les protections légales telles que l'inviolabilité du domicile et l'exigence de mandats de perquisition judiciaires sont fréquemment ignorées par la police et le personnel paramilitaire. L'arrestation et la détention arbitraires de membres de l'opposition et même de membres de la famille des suspects sont des pratiques courantes. Les détenus sont souvent maintenus en détention sans inculpation pendant de longues périodes.

La Guinée, avec ses longues frontières terrestres et son littoral limité, entretient des relations pacifiques avec ses six pays voisins. Cependant, la corruption reste un obstacle à l'efficacité du contrôle des frontières. Bien que le pays respecte les dispositions constitutionnelles relatives à la liberté de circulation, les forces de police et de sécurité se livrent souvent à l'extorsion des voyageurs, ce qui entrave leur mobilité et compromet leur sécurité. La région continue de connaître une coordination désordonnée entre les unités interagences de contrôle des frontières et entre les États, ainsi que la vulnérabilité des communautés frontalières. Pour tenter d'améliorer l'intégrité territoriale, des agences internationales promeuvent un programme conjoint visant à renforcer la gestion des frontières, la cohésion sociale et la sécurité transfrontalière dans la région du Bec du Perroquet, dans le sud du pays, où les territoires de la Guinée, de la Sierra Leone et du Libéria se rencontrent et où les mouvements irréguliers de personnes et de marchandises ont considérablement augmenté ces dernières années.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

La mauvaise tenue des registres, la faible application de la loi, la corruption et l'économie informelle basée sur l'argent liquide en Guinée créent un environnement propice au blanchiment d'argent et aux crimes qui y sont associés. Ces dernières années, le Parlement guinéen a adopté une nouvelle loi pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/CFT). Cette loi comble plusieurs lacunes identifiées dans la législation existante et met en œuvre les recommandations des organisations internationales. Cependant, la cellule de renseignement financier du pays, prévue par la loi, n'est pas encore opérationnelle, ce qui limite les efforts en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Néanmoins, au sein du secteur bancaire, les transactions suspectes sont rapportées à la Banque centrale, qui a mis en place une cellule ad hoc à cet effet. La plupart des infractions commises dans le pays concernent des transferts de fonds sans justification économique valable, et ces transferts sont généralement retournés aux institutions d'origine.

L'environnement réglementaire économique de la Guinée est confronté à des défis en raison de la corruption généralisée et de l'impunité au sein des institutions publiques, ce qui entrave la protection de la propriété privée. Malgré un niveau élevé d'ouverture au commerce mondial, les progrès pour améliorer le régime d'investissement et l'efficacité de la réglementation ont été insuffisants. La corruption imprègne profondément la culture des affaires et politique du pays, entraînant une dépendance à l'égard des pots-de-vin pour les transactions économiques. L'accès limité au financement, des infrastructures inadéquates, les déficiences logistiques et la faible capacité du gouvernement sapent encore davantage la confiance des investisseurs. L'économie guinéenne dépend fortement des transactions en espèces en dehors du secteur bancaire, ce qui exacerbe ces problèmes. Les crises politiques et sanitaires de 2021 ont eu un impact significatif sur les progrès socio-économiques en Guinée. La moitié des enfants guinéens vivent dans des ménages pauvres et ont des difficultés à accéder à une éducation de qualité et à des opportunités d'emploi, ce qui les expose à diverses difficultés. La Banque africaine de développement prévoit une croissance à moyen terme stimulée par l'approvisionnement en énergie du barrage de Souapiti, de nouveaux projets miniers et une augmentation des dépenses d'infrastructure.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Pour la première fois depuis de nombreuses années, le gouvernement guinéen a approuvé des procédures opératoires standardisées pour l'identification des victimes de la traite des personnes. Les autorités guinéennes ont

également identifié un nombre croissant de victimes du travail forcé, y compris des enfants, qui sont exploités dans le cadre de la servitude domestique et de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Une seule organisation internationale capable de fournir un abri aux victimes de la traite est chargée d'accueillir les travailleurs qui rentrent au pays. Le gouvernement n'a pas de politique officielle pour encourager les victimes à participer aux enquêtes et aux poursuites contre leurs trafiquants présumés. Il est rapporté qu'en raison des condamnations inadéquates prononcées par le système judiciaire, les victimes et leurs parents hésitent à porter plainte contre les trafiquants. En outre, des problèmes tels que le manque de personnel et de coordination, les troubles sociaux et politiques et l'impact de la pandémie ont entravé les efforts du gouvernement en matière de lutte contre la traite des personnes, y compris les programmes de formation et de sensibilisation du public. En termes d'efforts de prévention, le gouvernement a mené des campagnes de sensibilisation ciblant les communautés situées le long des frontières de la Guinée avec la Sierra Leone et le Sénégal, qui sont des itinéraires courants pour les trafiquants qui amènent des enfants pour les forcer à mendier au Sénégal. Malgré ces tentatives, les progrès de la Guinée dans la lutte contre la traite sont entravés par des ressources limitées, des troubles politiques et sociaux et l'impact de la pandémie.

En Guinée, le dialogue entre le gouvernement, les parties prenantes politiques et les acteurs de la société civile est insuffisant, ce qui entraîne une détérioration de la situation sociopolitique. Des organisations s'efforcent de renforcer les capacités de la société civile et des médias, mais l'inclusivité et l'engagement de toutes les parties prenantes continuent d'entraver une transition pacifique. Les groupes de la société civile en Guinée ont été confrontés à des défis, cherchant le patronage de donateurs internationaux ou d'acteurs locaux, ce qui les expose au risque de cooptation politique. Le climat de dénonciation dans le pays est hostile, limitant la libre expression des voix dissidentes. Alors que la Charte de la transition, dévoilée le 27 septembre 2021, garantit la liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association, les autorités de transition ont régulièrement interdit les manifestations et les réunions publiques, à l'image du gouvernement précédent. Les nouvelles autorités militaires ont refusé l'accréditation à certains groupes politiques et ont restreint la liberté de la presse. Bien que le pluralisme des médias existe en Guinée, les journalistes font l'objet d'intimidations, d'arrestations occasionnelles et de violences lors d'événements politiques majeurs. La répression des manifestations et la censure des médias critiques restent monnaie courante, les journalistes étant battus, menacés et expulsés du pays.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.